

LA RÉFORME AGRAIRE

suite de la page 5

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement mexicain s'est efforcé sans y parvenir de mettre en place une politique alimentaire qui permettrait de répondre aux besoins des populations rurales tout en favorisant la croissance des grandes exploitations agricoles destinées à générer des revenus d'exportation avec les cultures commerciales. De grands travaux d'irrigation ont été réalisés et une partie de l'industrie a été modernisée. On a produit des grains fourragers, des fruits et des légumes qui étaient destinés à l'exportation et qui remplaçaient les cultures traditionnelles comme le maïs et les fèves. Ces produits essentiels ont à leur tour été importés et fournis aux populations rurales pauvres à des prix subventionnés. C'est essentiellement l'augmentation des investissements du secteur public en irrigation et en technologie qui a permis de doubler la production agricole du Mexique entre 1946 et 1965. La population a par contre également doublé au cours de cette période. Malgré une augmentation des dépenses publiques en agriculture de 9,2 pour 100 du budget fédéral en 1940 à 18,2 pour 100 en 1985, le Mexique est devenu un importateur net d'aliments en 1970.

L'échec permanent des politiques antérieures a abouti à des modifications radicales à compter du début des années 1990. L'article 27 de la constitution du Mexique a été modifié en 1992 pour mettre en place une réforme agraire en quatre points. On ne procédera plus à la répartition des terres communales. Les *ejidos* peuvent se regrouper pour constituer des coentreprises ou s'associer à des investisseurs de l'extérieur. Un système de tribunaux spécialisés en droit agraire a été mis en place et les *ejidatarios* peuvent maintenant obtenir des titres de propriété clairs.

Un second élément du programme de réforme du gouvernement a été l'élimination des subventions qui maintenaient les prix à la consommation des produits de base artificiellement bas. Ces subventions ont été remplacées par des soutiens temporaires du revenu par hectare pour les petits agriculteurs. L'ensemble de la réforme agraire et de la réorganisation des subventions est destiné à moderniser le secteur agricole du Mexique afin qu'il devienne concurrentiel dans le nouveau cadre libéralisé des échanges

croissance, ce qui a réduit encore davantage leur efficacité. Un *ejido* de 500 hectares peut être divisé entre 300 familles, chacune ayant son petit lot.

Les politiques mises en œuvre après la révolution ont encore favorisé l'inefficacité. Comme les *ejidatarios* n'étaient pas les propriétaires des terres, ils n'étaient que fort peu incités à investir et ne pouvaient pas vendre, louer ou combiner leurs propriétés. Au cours des décennies qui ont suivi, les politiques gouvernementales ont mis l'accent sur l'attribution de subventions pour garder les gens à la campagne et pour alimenter les centres industriels de façon fiable avec des aliments d'origine mexicaine. C'est ce qui explique que le secteur agricole du Mexique utilise près d'un quart de sa population active pour produire moins de 9 pour 100 de son PIB. À titre de comparaison, le secteur agricole canadien emploie 3,6 pour 100 des personnes ayant un travail pour produire 2,3 pour 100 du PIB.

L'administration Salinas a mis en œuvre deux modifications majeures. À la fin de 1991, l'article 27 de la constitution mexicaine a été modifié pour conférer aux détenteurs des *ejidos* la propriété de leurs terres. Ils peuvent ainsi vendre ou regrouper leurs terres ou les donner en garantie pour obtenir des prêts. Ensuite, en octobre 1993, le gouvernement a mis en œuvre le programme *Procampo* qui a remplacé le soutien des prix des produits par des subventions directes pour chaque hectare cultivé avec l'une des neuf cultures de base. L'objectif de ces deux modifications était de réorganiser le secteur agricole en fonction des principes du marché.

Jusqu'à maintenant, ces réformes n'ont pas donné les résultats escomptés. La capacité d'emprunter en utilisant la terre comme garantie s'est avérée peu utile étant donné que les taux d'intérêt ont en moyenne été supérieurs à 50 pour 100 en 1995. Il y a eu de fortes oppositions contre le projet de privatisation des terres communales, surtout dans l'État du Chiapas, où une révolte armée a débuté en 1994. Les *campesinos* préfèrent par tradition cultiver le maïs et les fèves et nombre d'entre eux n'ont pas les ressources nécessaires pour passer à d'autres cultures. En octobre 1995, l'administration Zedillo a rendu public un programme élargi de soutien au monde rural appelé *Alianza para el Campo*, Alliance rurale. C'est un prolongement du *Programa de Apoyos Directos al Campo (Procampo)* qui englobe dorénavant pour la première fois les producteurs de bétail. Il offre des subventions pour les nouvelles technologies et décentralise l'administration des programmes agricoles. On espère qu'avec la reprise graduelle de l'économie mexicaine, *Alianza para el Campo* fera apparaître à moyen terme de nouvelles possibilités importantes pour les fournisseurs étrangers de technologie, d'équipement et de services agricoles.